

Dialogue Républicain attendu ! Quelles sont les Orientations politiques possibles et, de la Gouvernance Résiliente actuellement ?

Malgré les difficultés sécuritaires, dû aux forces nuisibles dans notre Pays ! N'excluant pas l'éventualité de la bonne marche de l'Etat aux vues des actes posés de la Gouvernance actuellement, sur les problématiques de la gouvernance avec toutes ces dimensions arbitraires, négatives à l'exemple de la corruption, des détournements des fonds publics, que les alertes ne cessent, de ternir l'image de la République et les institutions de l'Etat, qualifiés de corrompues d'où la nécessité des reformes des institutions financières : **Les enjeux et les impacts des réglementations.**

Le débat qui agite la scène politique Centrafricaine régulièrement sur les options du dialogue Républicain amorcé par les autorités Centrafricaines et, les classes politiques, la société civile pour l'heure !

Nous ne perdons pas de vues malgré tout. Le peuple continu d'être victime et de subir ! L'incessante sévices causés par les groupes armés et autres... les mercenaires, dont tous ceux-ci s'ajoutent les tensions diplomatiques par ailleurs calfeutrés par des manipulations et les manifestations des griots de part et d'autre sur des intérêts non avoués des uns et des autres dissuasifs, éclipse l'essentiel de la vigilance politique de la Gouvernance. C'est-à-dire les actions plus concrètement de l'exécutif par exemple sur des reformes et les applications des lois fondamentaux qui permettrons de poser les bonnes bases, pour une Gouvernance optimale, pour ne pas dire en vue de la bonne Gouvernance pour l'avenir.

L'enjeu de la résilience tant demander, il est capital d'œuvrer de manière rigoureuse sur les enjeux et les impacts des réglementations avec des outils moderne sur la gouvernance des données pour les institutions financières en République Centrafricaine. Se poser des questions plus clairement sur les problématiques à la matière : Des questions qui se poseront pour des novices en me lisant !

- *Comment être en conformité réglementaire & gérer avec succès la supervision de la conformité, ainsi aux vues de la bonne gouvernance ?*
- *Comment améliorer la gestion des risques, pour en ne pas créer davantage ?*
- *Comment capitaliser sur les données non structurées, ainsi rendre plus efficaces la bonne Gouvernance ?*

CONFORMITE & REGLEMENTAIRE

Les crises incessantes qui traversent notre cher Pays « la République Centrafricaines », et plus récentes ayant secoué l'infime économie dans notre Pays dit-on ! à l'heure où les observateurs et le monde entier continu de souligner les calvaires de peuple Centrafricain, les débâcles institutionnelles dans les principes primaires des responsabilités souveraines et de la bonne Gouvernance défailante en ce terme (L'insécurité, Corruption, Anarchie administrative, amplifications des actions Extra-judiciaires, Anticonstitutionnelles...etc.) Aussi par ailleurs les pressions permanentes des factions armées.

Pour cette nouvelle mandature quel que soit les législateurs, l'exécutif. L'ambition qui devrait être envers une visée dans la conformité et réglementation d'Etat, devrais renforcer les enjeux portés par les autorités, ainsi tous les représentants et les responsables des institutions, en premier lieu les institutions financières, caractérisées par les différents acteurs assermentés, en même temps que les contrôles qui leurs ont été aussi imposer et, bien de la part des grands organismes mondiaux que de la part des régulateurs locaux. De fait, entre l'accroissement de la répression réglementaire, de la lutte contre la criminalité financière sur les taxations directes ou indirectes, attributions de marchés publics

et, ainsi ce qu'il faudrait bien l'adopter avec de nouvelles technologies (Intelligence Artificielle, Blockchain, Robotic Process Automation...) via un projet plus réalisme des infrastructures technologiques, dans les ordres pratiques, des collectes des données n'ont jamais été aussi impérative qu'importantes qu'aujourd'hui pour un Pays en crise continuel comme la République Centrafricaine dans sa préparation organisationnelle, structurante, qu'économique, afin de relever notre cher Pays dans ces descentes en enfers.

Quels sont les points vitaux du ministère charger des régulations réglementaires ?

Environnement & enjeux des institutions financières :

- Accroissement de la pression réglementaire (*Nationales et Internationales*)
- Criminalité financière (*Fraude Interne & Externe, Blanchissement de l'Argent*)
- Contexte économique (*Taux arbitraires, Surtaxation, contres banditismes*)

Si les infrastructures modernes par le biais de la technologie précautionneuse !

- Cyber-menaces, criminalités
- Révolution digitale & technologique (*Intelligence Artificiel, RPA...Blockchain*)

Les institutions financières et ces régis financières ont souvent déjà en place des process très stricts concernant l'exploitation, seule faiblitse la conservation et la protection des données structurées, mais il est toujours plus difficile d'appliquer les mêmes méthodes aux données non structurées.

Beaucoup doivent se poser des questions !

Comment les solutions de la gouvernance des données en posant a ce terme, ou plus globalement, de Système d'Information (SI) & Système de Gestion de Base des données Relationnelles (SGBDR), peuvent aider les institutions financières et ces différentes entité « Régis » ?

- En collectant et en transformant les informations non structurées en données exploitables
- En les aidant à répondre aux exigences de conformité réglementaire
- En les aidant à contrôler les activités et les processus
- Et surtout en les aidant à réduire les risques In fine,

Par ailleurs, en aidant les institutions financières à être à la fois agiles, résilientes, performantes et en conformité ?

Cette approche systémique, devrait être utile aux professionnels du Juridique et de la Conformité, à travers une bonne organisation des systèmes d'informations de l'Etat, du Contrôle Permanent & de l'Audit Interne, et aux Délégués à la protection des données (DPD), le but est de chercher à répondre aux exigences réglementaires et de conformités, à améliorer la gouvernance et les processus existants ainsi qu'à sécuriser les systèmes d'informations tout en combinant agilité et performance.

LES AXES CONFORMITES REGLEMENTAIRES DES REFORMES POSSIBLES :

COLLECTE = → ARCHIVER = → TRACER = → RENDRE DISPONIBLE

Quels sont les contextes actuels, que nous ne savons pas tous(ttes) ?

Les multitudes des crises politico-militaires, non seulement par les problématiques de la mauvaise Gouvernance et, de l'avènement des faction-armées non conventionnelles, s'ajoute de manière visible les phénomènes des mercenariats..., dans notre Pays qu'entraînant la déficit institutionnelle et financière de l'Etat Centrafricaine, qui se greffe des difficultés de la Gouvernance, qui ne cessent de

révélés les faiblesses de notre système institutionnel et système d'information (SI), plus précisément les institutions financières, qu'il faut en déferre par une bonne réforme plus Centralisée, organisée et structurante.

Constat à l'échelle internationale par FMI, les régulateurs des organisations international ont accordés dans des différents rapports une définition nouvelle des règles plus strictes afin de sécuriser ce système et afin de restaurer la confiance. Un nouveau cadre réglementaire au niveau des réformes institutionnelles bien cibler, afin de répondre à la conception de régularisation réglementaire internationale.

Les institutions financières doivent désormais se conformer à de plus en plus de réglementations et de contraintes, où la surveillance des flux des données économiques est un aspect clé. Il faut une vision, et une volonté politique afin de mieux orienter une politique patriotique pour la relève de la Centrafrique.

Les institutions financières doivent collecter beaucoup de données non structurées pour être en conformité avec les nombreuses réglementations en vigueur :

Piste économique de premier plan de la défaillance, « Enregistrer des flux marchandes qui se caractérisent en deux catégories » :

- Les flux des marchandises « en dépôt temporaire et de transit pour la Centrafrique », au port de Douala avec procès verbaux soumis à la validation à la recette principal central, pour s'assurer du respect de la protection de l'investisseur selon les directives ou encore de la conduite des applications dans le cadre règlementaire ;
- Les flux des marchandises en transit des commerçants dit ambulants groupés « MBoubaguérés », dans une approche plus spécifique qu'organiser au vu des données non structurées.

Contrôler, Enregistrer ces flux des marchandises dans les deux cas avec procès-verbal types décentralisés pour être en conformité avec la directive, afin d'éviter ou de détecter tout délit d'initié, manipulation des taxes directes ou indirectes des marchandises ou conflit d'intérêts, ou encore d'être en non-conformité avec les institutions financières de l'Etat, qui a été récemment étendu a tort, en porte-à-faux aux réglementations criardes, soit des spécialistes Russes aux détriments des experts locaux « La Douane Nationale » qui entraîne une invisibilité d'encaissement pour l'Etat.

Ps) Fait apparaître une faiblesse, et crée des frustrations organisationnelles, une non-prise en charge décisionnelle et dénis des responsabilités avec fermeté dans nos régis et institutions financières, les absences des bonnes décisions qui s'imposent par les autorités assermentées. **Aucun pays au monde délègue ces missions et prérogatives régaliennes, au point de ne pas assumer ses responsabilités.** Les contribuables paient déjà aux prix de sa liberté, en plus paient dans son porte-monnaie. A qui profite cette anarchie dans l'application, anticonformiste et non règlementaire des droits et taxations directes et indirectes pour la République ?

Comment les solutions de gouvernance des données peuvent-elles utiles pour être en conformité avec les réglementations ?

- Collecter les enregistrements réglementaires (flux économique ...etc.) ;
- Archiver les enregistrements réglementaires ;
- Assurer l'intégrité et la traçabilité des enregistrements réglementaires ;

Assurer la disponibilité des enregistrements réglementaires sur demande soit pour les auditeurs régulateurs, soit pour les Régulateurs dans le cadre de leur rôle de supervision (pour toutes les réglementations exigeant ces enregistrements).

C'est pourquoi un choix judicieux de solution de la gouvernance des données est essentiel :

- Pour être en mesure de collecter et gérer un large éventail d'informations, de règles et de politiques requises, pour la bonne Gouvernance ;
- Pour éviter d'être en situation de non-conformité ;

Pour éviter de potentielles sanctions administratives et/ou financières ou un risque de réputation de défaillance d'Etat en faillite, en matière de la Gouvernance.

Le point de départ de toute la réussite, se doter d'une infrastructure technologique et une direction de système d'information (DSI), avec les bons moyens et outils.

CONTRÔLE INTERNE & SUPERVISION DE LA CONFORMITÉ

SURVEILLER => DETECTER => RECHERCHE AVEC CONFIDENTIALITE

Quel est le contexte et structuration ?

La structure de gouvernance des institutions et régis financières appliquent le modèle des 3 Lignes de Défense qui vise à fournir aux institutions, régis financières les niveaux de contrôle nécessaires pour :

- La première ligne de Défense représentée par les directions opérationnelles ;
- La deuxième ligne de Défense par les fonctions de surveillance interne et de supervision (généralement composée du département de contrôle interne, du département de conformité et du département de gestion des risques) ;
- La troisième ligne de Défense par l'audit interne.

À chacun de ces niveaux, des contrôles spécifiques doivent être effectués par l'organisation de l'institution financière, comme décrit par exemple dans la loi programmatique sur le contrôle interne des institutions financières.

Comment les solutions de gouvernance des données peuvent-elles être utiles pour le contrôle interne & la supervision de la conformité ?

Certains manquements à des exigences réglementaires ne peuvent être détectées que par des données non structurées, comme les délits d'initiés, la divulgation et l'utilisation illégale d'informations privilégiées ou la manipulation de cours, qui sont toutes liées à des abus qui échappent au contrôle.

Les données non structurées sont également nécessaires pour détecter d'éventuels non-respect des cadres réglementaires (tel qu'introduit par la loi relative au statut et au contrôle des régis financières).

Ces fonctions de contrôle ont besoin de solutions de gouvernance des données pour analyser une quantité importante (données non structurées), sur l'ensemble de l'organisation ou des départements et postes spécifiques.

Les Récapitulatives des trois lignes de défense :

Directions opérationnelles

- ⇒ « Préparation d'un dossier pour les régulateurs (**avec seulement les informations pertinentes**) dans le cadre de leur mission de supervision optimal »

Contrôle interne conformité, direction des risques

- ⇒ Liste de surveillance spécifique « ex : population exposée aux conflits d'intérêt, délit d'initié, etc.) via les recherches planifiées sur échantillonnage
- ⇒ Recherche d'informations spécifiques en cas de contentieux interne ou externe (ex : avec le Régulateur ou d'autres autorités)

Audit interne pour une fréquence bien déterminer et par période.

- ⇒ Surveillance de Conformité globale (Abus..., Anti-blanchiment d'argent, Fraude, Anti-corruption, Conduite et application réglementaire & protection des usagers, respects éthiques...etc.), via les recherches planifiées sur échantillonnage.

LES PRINCIPES D'ATTENUATION DES RISQUES

IDENTIFIER LES RISQUES => ASSURER LA CONTINUITÉ => RESTAURER

Quel est le contexte, ainsi que les perspectives réglementaires ?

Avec une perspective réglementaire, le risque des systèmes d'informations non maîtrisé, dû à une mauvaise interprétation réglementaire est considéré comme un risque opérationnel pour les institutions financières, qui a été transposé en droit et loi de la République, droit international.

Ce risque doit être couvert par la stratégie de gestion des risques et doit être atténué comme tout autre risque.

Comment les solutions de gouvernance des données peuvent-elles être utiles pour atténuer les risques ?

Une mesure coercitive, structurante d'une bonne Gouvernance, dans les respects des lois programmatiques, institutionnelles, se doter d'une infrastructure technologique moderne et opérationnelle.

Dans le cadre du plan de continuité d'activité (PCA), un plan de reprise après incident doit être prévu afin d'anticiper toute catastrophe pour donner suite à une panne de système, une attaque ou toute autre sinistre, nous avons constatés les débâcles de SELEKA avec ces lots de destructions des archives papiers et autres archaïques données d'Etat archivées qu'il faut chercher de reconstituer tant bien que mal. Cela signifie pouvoir restaurer toutes les données qui ont été archivées et sécurisées dans un emplacement stratégique particulière « Cloud ».

Nb) Les solutions, infrastructures et technologiques, doter des applications appropriées son nécessaire dû à la globalisation économique.

Conclure mes réflexions, vis-à-vis des réglementations financières, en relevant l'absence de cet aspect, très souvent ont de plus en plus d'impacts négatives pour les institutions financières, notamment en termes de gestion et de gouvernance des données. Pour se mettre en conformité avec toutes ces règles, sécuriser les processus de contrôle interne et de supervision de la conformité et pour atténuer les risques, les institutions financières ont besoin de solutions adaptées les permettant d'améliorer l'archivage légal et juridique, la classification des informations, l'analyse manuelle et la préparation de fichiers d'informations, ainsi que l'automatisation de la surveillance, des processus et actions sur ces mêmes informations. Les données sont devenues un atout, et même un actif, très précieux pour les

institutions financières, en particulier les données non structurées qui, lorsqu'elles sont bien gérées, peuvent être très stratégiques. Nombreuses Technologies sur le marché, qui permet de capturer et d'exploiter les données non structurées, est un partenaire clé pour les institutions financières, de la bonne gouvernance qu'un Etat peut espérer pour son émergence.

Mes observes de la vie politique se veulent s'orienter dans les différents axes de réflexions, sans se déverser dans des postures négatives de la politique politicienne. Si nous avons beaucoup des lacunes sur le plan de la sécurité, parce qu'ils nous manquent des moyens matériels et d'équipement, ainsi que les personelles militaires bien former. Sur le plan de la compétence civils, j'en suis convaincu, qu'en Centrafrique et, au sein de la Diaspora, ailleurs nous ne manquons pas des compétents fils et filles de Centrafrique, expérimenter dans leurs domaines, afin de contribuer patriotiquement à la relève de notre Pays, que nous tenons tous(ttes) avec beaucoup de conviction. Bien qu'en place, la vocation politique de l'heure c'est de démultiplier les liens des coopérations, pour régler le problème de l'interdépendance qu'a un seul Pays.

Ce choix devrait être plus judicieux pour l'avenir de notre Pays. Cette condition devrait être créer pour mieux émerger sur les plans économiques, avec les compétences nationales, tout en gardant la souveraineté et l'intégrité de notre cher patri. Les politiques menées précédemment, et encore aujourd'hui en actualité, les pouvoirs politiques pèchent par faiblesse de clan, les amis d'abord et, manque de vision, afin d'anticiper au maximum les impacts sur notre éco système politiquement parlant de l'avenir, le destiné de la nation. Les maitres mots centrés pour de l'intérêt générale.

Diaspora, Lyon, le 01-10-2021

Mr. Aubin-Roger KOMOTO

Expert, Ingénieur Consultant en Système d'Information (SI),

Système de Gestion de Base des données Relationnelles (SGBDR's)